

● (1542)

En 1978, cette société de la Couronne, ce serviteur du peuple, a dépensé en publicité \$177,000 au cours des cinq premiers mois de l'année allant jusqu'à la fin de mai. J'imagine donc qu'elle dépensera bien au-delà de \$300,000 cette année.

Pourquoi dépense-t-on cet argent? Les gens en affaires au pays savent qu'il y a une Société pour l'expansion des exportations et que, s'ils veulent exporter, ils peuvent obtenir de l'aide financière de la SEE. S'ils ne le savent pas, la SEE a des façons faciles de le leur faire savoir, en se servant de bottins de commerce et en leur envoyant des renseignements et des avis. Elle n'a pas besoin d'annoncer dans les quotidiens pour informer les hommes d'affaires de ces activités.

A quoi assistons-nous? A une campagne de presse couvrant tout le pays. J'ai ici une annonce publiée dans le *Journal d'Ottawa* du jeudi 8 juin. Tous les journaux du pays ont publié ce genre d'annonce pour le compte de la Société pour l'expansion des exportations qui se targue de créer des emplois pour des gens comme vous et moi. C'est à quoi rime cette campagne. Elle va de pair avec la propagande du parti libéral. Je cite:

C'est vrai, Dan Siminiuh, des millions d'emplois canadiens dépendent des exportations. C'est le travail de la Société pour l'expansion des exportations de financer et de garantir les ventes à l'exportation qui aident à créer de l'emploi au pays.

Puis suit une liste de ses activités. On veut donner l'impression que des millions d'emplois canadiens dépendent de la SEE et donc du gouvernement qui la contrôle. C'est l'impression que cette annonce cherche à créer dans l'esprit des Canadiens.

Voici d'autres exemples. Un supplément complet du *Financial Post* du 29 avril 1978. La publication de ce cahier coïncidait comme par hasard avec le débat de la deuxième lecture d'un projet de loi que le ministre avait été fortement incité à faire adopter avant même que nous l'ayons vu. Le *Financial Post* a donc publié tout un cahier. «La SEE prévoit des exportations sans précédent pour 1978.» Savez-vous combien coûte ce cahier monsieur l'Orateur? Ce cahier du *Financial Post* coûte...

**Une voix:** Combien?

**M. Crosbie:** C'est ce que je me préparais à dire. Le député veut savoir combien. Il le saura ici, aujourd'hui même. Mais ce n'est pas le ministre qui le lui dira, car il n'ira pas le lui demander. Nous lui dirons la vérité. Il veut savoir ce que coûte ce cahier et nous allons le chercher pour lui. A la page 31(4).

Soit dit en passant, les six derniers bulletins de nouvelles de la SEE ont coûté en moyenne \$5,500. Mais l'annonce parue dans le *Financial Post* a coûté \$20,872.54. Ni plus ni moins. Cette sorte de battage publicitaire, cette réclame politique tapageuse répandue à travers le pays devait coïncider avec les élections avortées. Car nous avons tous cru qu'il y aurait des élections jusqu'à ce que le premier ministre (M. Trudeau) reçoive une douche froide et coure se rhabiller.

Voici une autre annonce qui a paru dans le journal:

Julia Noël travaille pour Canada Wire and Cable Ltd. à Toronto. Julia et 2,600 autres personnes au Canada fabriquent des produits exportés dans près de 65 pays grâce à l'assurance et à d'autres services financiers fournis par la SEE.

En faisant paraître une telle annonce, on voulait créer l'impression que les 2,600 employés de la Canada Wire and

### *Expansion des exportations—Loi*

Cable Limited doivent leur emploi à la SEE. Autrement dit, tous les produits vendus à l'étranger par la Canada Wire and Cable sont financés par la SEE. Si elle n'était pas là, ces 2,600 personnes seraient en chômage.

Voilà le genre de publicité que fait cette société de la Couronne. Elle exporte des emplois pour des gens comme vous et moi. C'est vrai, Julia Noël. N'allez pas raconter cela à Julia, car elle ne s'y laissera pas prendre!

C'est vrai, Julia Noël, des millions d'emplois canadiens dépendent des exportations. Et c'est la Société pour l'expansion des exportations qui est chargée de financer et d'assurer des ventes sur les marchés étrangers pour créer de l'emploi au Canada.

C'est pour faire croire que toutes nos exportations sont financées par la SEE.

Vous ne travaillez peut-être pas pour une compagnie qui exporte directement. Mais il est possible que certains des produits ou services fournis par votre compagnie soient employés par des compagnies exportatrices.

Je n'ai pas le temps aujourd'hui d'entrer dans tous les détails de cette annonce publicitaire malhonnête payée avec l'argent des contribuables dans le but de faire pression sur nous pendant que nous examinons cette loi.

Voilà une société de la Couronne frappée par la folie des grandeurs dont le budget publicitaire passe de \$12,000 pour 1974, à \$240,000 pour l'année dernière et \$177,000 pour les cinq premiers mois de cette année. Peut-on alors s'étonner que nous désirions mettre notre nez dans ses affaires? Peut-on s'étonner si nous la considérons comme l'agence du parti libéral du Canada? Nous y remédierons après les prochaines élections. Elle saura quel parti elle représente.

Les témoignages et les annonces que j'ai présentés à la Chambre aujourd'hui montrent clairement que cette société n'agit pas comme devrait le faire une Société de la Couronne. Elle est trop partisane, elle dépense à mauvais escient l'argent destiné à la publicité, et en dépense d'ailleurs trop. Elle tente de faire croire au public qu'elle finance toutes les exportations du Canada et que vous devez remercier la SEE si vous travaillez pour une compagnie ou un poste relié à la publicité. Cela confirme largement ce que notre chef a avancé.

Il a ensuite parlé du financement de la SEE. Le gouvernement s'est vanté de ne pas avoir à la financer, qu'il n'y avait rien de prévu au budget pour la SEE. La merveilleuse SEE s'autofinance. Elle peut emprunter de l'argent sur le marché des obligations. D'après le gouvernement, la Société ne vit pas aux crochets des contribuables.

Pour ma part, j'affirme qu'elle vit aux crochets des contribuables. Chaque contribuable du Canada doit faire les frais de la SEE. Voilà la situation. Peu importe que la Société puisse emprunter de l'argent ailleurs qu'au gouvernement. Elle peut le faire, mais pourquoi?

Le chef de notre parti a signalé que, d'après le gouvernement, les prêts consentis à la SEE ne constituent pas des obligations directes pour les contribuables canadiens. Nous sommes d'accord là-dessus. Si la SEE emprunte de l'argent à une source qui ne met pas en cause le gouvernement ou une garantie directe du gouvernement, cela ne constitue pas une obligation directe pour le gouvernement. Par ailleurs, comme le chef de notre parti l'a déclaré, il est trompeur de ne pas faire état des emprunts de la SEE dans nos comptes nationaux.